Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Interview du Président de la République – Radio Médi1 le 04 avril 2013

-O.M : Monsieur Le Président, bonjour…

-M. Le Président Hollande : Bonjour

-O.M : Et merci d'avoir accepté de répondre aux questions de Radio Méditerranée Internationale, en direct de Rabat…C'est votre première visite d'état au Maroc depuis votre élection. La France et le Maroc entretiennent, on le sait, un partenariat d'exception depuis de nombreuses années, quelle priorité entendez-vous donner aujourd'hui à cette relation franco-marocaine ?

-M. Le Président Hollande : Vous l'avez rappelé, c'est un partenariat d'exception qui a une longue histoire et qui doit, à chaque étape, s'enrichir. Sur le plan politique, nous sommes en plein accord, notamment par rapport aux problèmes de la région, et vous savez que j'ai beaucoup apprécié le soutien de Sa Majesté et de l'ensemble des forces politiques marocaines à l'intervention que la France a faite au Mali au nom de la communauté internationale, mais aujourd'hui, je veux donner une dimension économique encore plus approfondie. Le Maroc n'est plus un pays en développement, c'est un pays émergent. Et la France est très présente, à travers 800 entreprises permettant de faire travailler plus de 100 000 personnes …Mais elle doit l'être encore davantage avec des petites et moyennes entreprises, avec des nouveaux secteurs , nous en avons parlé avec le Chef du Gouvernement, comme avec le Roi, l'énergie renouvelable, l'aéronautique, le développement durable, les réseaux d'assainissement, l'accès à l'eau, bref, la France doit être un ami, sans doute, du Maroc, mais un accompagnateur de son évolution, de son développement.

-O.M : La situation des pays de la région, 2 ans après le début des « Printemps Arabes », vous venez de l'évoquer dans votre discours prononcé devant les 2 chambres réunies du Parlement marocain, dans ce contexte, quel est votre jugement sur les réformes mises en œuvre par le roi Mohammed VI depuis son accession au Trône ?

-M. Le Président Hollande : Le Roi a prit la seule démarche qui convenait pour un grand pays comme le Maroc, qui aspirait à des évolutions, à la démocratie, au pluralisme. Il a donc fait tous les pas qui permettent aujourd'hui d'avoir une Constitution, qui est une référence, d'avoir un pluralisme qui est illustré par l'alternance qui s'est produite ici, au Maroc, et d'avoir aussi une reconnaissance de la diversité de la société marocaine. Est-ce à dire que tous les problèmes sont réglés, mais ou le sont-ils ?Est-ce qu'il n'y a pas encore des problèmes de liberté d'expression ici ou là ? Sûrement ! Et ce n'est pas à moi d'en juger, encore que je peux effectivement souligner les progrès et parfois relever un certain nombre d'insuffisances…mais , par rapport à d'autres situations, ce qu'on appelle les « Printemps

Arabes », le Maroc est un modèle de stabilité , de progrès et de sérénité. Je pense que ça peut effectivement valoir d'exemple.

-O.M : Concernant maintenant la question du Sahara, la France renouvelle régulièrement son soutien au plan marocain pour une autonomie élargie dans le cadre de l'intégrité du Royaume. L'envoyé personnel du Secrétaire Général des Nations Unies, Christopher Ross, vient d'estimer que la situation au Sahel rend le règlement de cette question plus que jamais urgent. Partagez-vous cet avis et que peut faire la France pour accélérer le processus ?

-M. Le Président Hollande : Oui ! Je partage cet avis. Une question qui est lancinante, qui est poignante même, depuis plus de trente ans…qui empêche l'Union du Maghreb …qui crée, pour les populations concernées, bons nombres de malheurs, des séparations, et en plus dans un contexte comme le dit Monsieur Ross où la crise au Sahel peut entretenir un certain nombre de foyers. Alors, toutes les initiatives sont intéressantes. Il va y avoir une visite repentante du Secrétaire Général des Nations Unies. Il y a le plan marocain, qui est un plan crédible, sérieux, que la France considère comme un moyen de trouver une issue négociée à la crise.

-O.M : Vous l'évoquiez à l'instant, l'engagement des Forces Françaises au Mali, que vous avez décidé début Janvier. Quel sens de cette intervention française et qu'attendez-vous du Maroc sur ce dossier ?

-M. Le Président Hollande : J'attends du Maroc que ce qu'il a déjà dit…C'est-à-dire, je n'attends plus rien, car il a, par la voix de Sa Majesté, par la voix de ses repentants encore cet après-midi au Parlement, le Maroc a soutenu la France dans son intervention. Mais ce que j'attends du Maroc aujourd'hui, c'est qu'il puisse être pleinement partie prenante de la solution politique. Maintenant, nous avons permis que le Mali retrouve sa souveraineté, qu'il y ait une libération des villes, qu'il y ait une plus grande sécurité .Il convient maintenant que le Mali retrouve sa stabilité mais également sa démocratie. Et donc, le Maroc jouera, je n'en doute pas, un rôle dans le cadre des Nations Unies, mais, dans le cadre aussi de la grande région de l'Afrique de l'Ouest , pour que il y ait avec la Mali toute la coopération nécessaire pour qu'on aide ce pays a faire sa transition , parce que, il ne s'agit pas simplement d'arrêter les groupes terroristes, c'est fait…de les combattre, nous continuons de la faire avec succès…il s'agit maintenant d'assurer l'avenir du Mali.

-O.M : D'un point de vue économique, la France est le premier partenaire du Maroc, notamment en termes d'investissement, mais les positions n'y sont plus nécessairement acquises, au moment où la question de certains investissements français au Maroc a fait récemment question au sein de la classe politique française. Que doit faire la France pour conserver sa première place au Maroc ? Quels nouveaux secteurs économiques seraient a privilégier ?

-M. Le Président Hollande : Il y a trois questions dans votre interrogation générale. La première c'est « la France est le premier partenaire « mais n'est plus le premier fournisseur du Maroc…et donc nous devons faire un effort, nous, Français, pour être encore plus disponibles, plus dynamiques, plus présents, pour retrouver la première place sur le marché marocain. Deuxièmement, nous ne devons surtout pas cesser d'investir au Maroc, au prétexte que nous avons des problèmes d'emplois en France, car je considère que dans le cadre d'une co-localisation, un investissement au Maroc peut être aussi créateur d'emplois

en France. Et c'est ce que nous devons construire. Nous avons commencé de le faire, d'ailleurs, au Maroc à travers ce qui se passe pour l'aéronautique à Casablanca, où des entreprises marocaines, des entreprises françaises, travaillent ensemble au bénéfice des deux pays. Enfin, est-ce qu'il y a des nouveaux secteurs de développement ? Oui. Tout ce qui concerne les énergies renouvelables, la France doit être plus présente, parce que le Maroc a prit cette orientation…sur également tout ce qui est le développement durable, le traitement des déchets (nous avons visité d'ailleurs une grande station d'épuration avec le Roi), nous pouvons être sur le TGV, sur les moyens de transport, le tramway, sur les villes nouvelles …Il faut considérer, et c'est ce que je vais dire aux entreprises françaises que je vais rencontrer, le Maroc, non pas par rapport à ses besoins d'hier ou d'aujourd'hui, mais par rapport à ses projets de demain.

-O .M : Outre les domaines économiques et politiques, vous avez souhaité axer votre visite au Maroc sur les thèmes de la jeunesse et de l'éducation (vous devez rencontrer d'ailleurs toute à l'heure, des étudiants marocains), que peut faire la France pour aider le Maroc en matière d'éducation ? Et plus largement, quel message souhaitez-vous adresser aujourd'hui à la jeunesse marocaine ?

-M. Le Président Hollande : Un message de confiance, parce que la jeunesse marocaine, c'est la chance du Maroc. Cette jeunesse est de mieux en mieux formée, et ce que peut faire la France c'est lui accorder encore davantage de moyens, grâce à la langue française d'ailleurs, pour que cette jeunesse accède aux meilleurs qualifications, aux meilleures filières, ici, au Maroc, mais aussi en France, c'est pour cela que j'ai aussi assoupli un certain nombre de difficultés administratives qui pesaient sur les échanges entre universités ou entre chercheurs. Et enfin, je pense que la jeunesse marocaine, elle doit concevoir son avenir au Maroc. Cela ne veut pas dire ne pas se former ailleurs, mais ensuite c'est pour mettre cette éducation, cette qualification, cette connaissance, au service de l'économie marocaine.

-O.M : Parmi les relations entre la France et le Maroc, il y a aussi celles qui concernent la circulation des hommes et donc la délivrance des visas, vous venez de l'évoquer. Il y a quelques jours, la France a décidé d'en simplifier l'attribution pour certaines catégories de personnes. Quelle est votre approche de cette question ?

-M. Le Président Hollande : Oui. Moi ,je ne pouvais plus tolérer que des jeunes, souvent des jeunes marocains ou marocaines, viennent me voir et me disent que, au terme de leurs études dans les grandes écoles françaises, ils ne pouvaient plus rester sur le territoire pour faire un nouveau cycle de formation et même pour des stages. Donc, nous avons assoupli la délivrance des visas…pas simplement d'ailleurs pour le Maroc, notamment pour le Maroc parce que je veux que la France soit, non pas une terre d'accueil pour l'immigration de travail (nous connaissons des problèmes de chômage , et je ne les développerais pas ici), mais une immigration qui puisse être des séjours temporaires qui apporte à l'économie française et qui donne à ceux qui suivent un parcours universitaire ou une formation même un premier travail, une occasion de mieux connaître la France et revenant ensuite ici au Maroc, de mettre en valeur ces compétences au service de nos deux pays.

-O.M : Nous arrivons donc à la fin de cet entretien. Une fois encore, merci d'avoir accepté de répondre aux questions de Radio Méditerranée Internationale en direct de Rabat.

-M. Le Président Hollande : Merci ! Et en plus, le faire en français.

-O.M : Merci Monsieur Le Président.